

■ SUJET N°1 :

Le dérèglement climatique :

Une nouvelle donne majeure pour l'économie mondiale et les relations internationales ?

Des outils de correction utiles, les 10 priorités pour ce sujet :

1. On n'attendra pas nécessairement des chiffres... Plutôt des raisonnements, pas trop de projections mais des faits.
2. On notera l'ampleur des effets constatés et on valorisera la diversité des exemples à la fois au niveau géographique et au niveau sectoriel.
3. On bonifiera les candidats qui auront évoqué l'idée d'une gouvernance dont le sauvetage et/ou l'affirmation dépendra de la prise de conscience de ce problème écologique dans le prolongement de la COP21.
5. Peu de place devra être faite au climato scepticisme même si D. Trump est le bienvenu ! (pour une fois !) et on valorisera les candidats ayant perçu le climato scepticisme chinois évoluant en mobilisation frontale.
6. On appréciera le lien entre mode de croissance depuis les 30 Glorieuses et les inquiétudes actuelles (gaspillage boulimie, croissance quantitative).
7. On boostera ceux qui établiront une typologie des pays ne serait-ce que Nord Sud par rapport aux enjeux climatiques et introduira des nuances régionales (PMA à faible empreinte écologique différent des PED émergents à croissance forte et prédatrice).
8. On accordera une prime à ceux qui auront bien cerné le modèle énergétique à condamner pour éviter le ou les scénarii catastrophes notamment celui centré sur les énergies fossiles.
9. Une brève allusion aux évolutions depuis Rio 1992 jusqu'à la COP23 dirigée par les îles Fidji, aux rôles du GIEC des Cop était la bienvenue.
10. Les enjeux géopolitiques du climat sont bien sûr à préciser : bonus pour une typologie complète des conflits de l'arctique au Soudan en passant par les versants himalayens.
11. Prime à ceux qui auront distingué l'atténuation et l'adaptation... Face au dérèglement climatique, 2 démarches difficiles sinon impossibles dans tous les pays (ex PED qui n'ont toujours pas une idée du financement des 100mds de \$ du fonds affecté à la transition énergétique).

■ PROPOSITION DE CORRIGE

« L'humanité ne se définit pas par ce qu'elle crée mais par ce qu'elle choisit de ne pas détruire » (Edward Osborne Wilson entomologiste américain qui a popularisé le terme de biodiversité).

La conception scientifique moderne du changement climatique, corrélée à un « effet de serre » d'origine anthropique, est récente. Elle s'est imposée dans le débat public au cours des trente dernières années. Dire du dérèglement climatique que c'est un sujet d'actualité relève de l'euphémisme, tant les négociations internationales sont, depuis la signature du Protocole de Kyoto en 1997, largement médiatisées et font l'objet d'une attention politique croissante. La conférence des parties (COP 21), organisée à Paris en décembre 2015 avant la 23^e celle de Bonn, n'a fait que souligner l'importance et l'urgence d'une action politique coordonnée au plan international car jusque-là le multilatéralisme avait été bousculé par des accords bilatéraux. Pour C. Bonneuil et J.-B. Fressoz, l'humanité est devenue la force géologique majeure qui façonne le visage de la planète. La rupture de l'anthropocène - mot inventé en 2000 par le prix Nobel de Chimie Paul Crutzen - après l'holocène, vient de l'accumulation d'activités prédatrices, des 1500 mds de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère déversés en deux siècles, de comportements phagocènes (consommation, de masse addition et addictions à des énergies primaires polluantes (le charbon n'est-il pas encore la première source de production électrique au monde devant... le pétrole). Bref, de la perception des variations climatiques aussi vieille que le monde à l'impression d'un dérapage inexorable comment expliquer les contraintes, les réticences, les évolutions (trop) lentes, l'urgence climatique au quotidien en lieu et place d'une gestion planifiée ?

Ne pourrait-on pas dire que le dérèglement climatique s'impose et change la vision du monde ?

1. L'urgence climatique congédie de plus en plus le climato scepticisme

Une réalité incontournable et des conséquences traumatisantes palpables

- **Il y a plus de variabilité du climat et d'événements extrêmes** : ouragans jusqu'en Atlantique Nord (Harvey, Irma, José, Maria en un mois !) inondations accrues incendies catastrophiques (Portugal, Californie le « Tubbs fire » un des 3 feux majeurs du siècle en 2017, Australie) tornades en Méditerranée...

- **Le relèvement du niveau des mers et la submersion marine sont au rendez-vous** (Bangladesh, îles Fidji, Tuvalu et villes menacées car les littoraux sont vulnérables (Karachi, Mumbai, Dacca), désertification en cours (Afrique du Sahel).

- **L'année la plus chaude du calendrier a été 2017 depuis qu'existe l'OMM** (organisation météorologique mondiale) et 2013-2017 sont les 5 années les plus chaudes... Selon des scénarios pessimistes (jusqu'à quand ?) l'augmentation de la température entre 1800 et 2100 est comprise entre +4 et +6,5°C, la valeur la plus probable étant de 5°C, quand on sait que le climat n'était que 5 + C plus froid lors de la dernière ère glaciaire avec Boston sous les glaces on réalise, note A. Bret ce que peuvent représenter ces 5° C prévus... Les plus forts taux de CO₂ enregistrés en 2015-2016 (400 parties par million) sont encore à la hausse en 2017 !

- **Les caprices de El niño sont de plus en plus marqués** alternant sécheresses et déluges : irrégularité des moussons en Inde mais sécheresse accrue en Afrique de l'Est Madagascar et Australie, et perturbations maquées en Chine, au Japon, aux Etats-Unis, au Brésil...

- **Les réfugiés climatiques sont déjà à l'ordre du jour** environ 26,4 millions de personnes par an quittent leur habitation à la suite d'une catastrophe naturelle brutale, dont des tempêtes et inondations dans 95 % des cas. Mais 2017 bat tous les records en matière de migrations climatiques : plus de quarante millions de personnes ont été contraintes à se déplacer, quatre fois plus que les populations touchées par les conflits armés. Perspectives d'après l'ONU :

250M d'éco réfugiés en 2050 ! Ethno diversité en danger avec communautés et peuples autochtones en passe de disparaître (Inuits de Shishmaref en Alaska, Polynésiens de Tuvalu) ou d'être disloqués au niveau de leur identité.

- **La Submersion est un risque quotidien élevé**, si 10 % de la population vit en zone côtière à moins de 10 m au-dessus de la mer. Suivant les modèles retenus de 26 à 98 cm de hausse du niveau des océans. Mais aussi accroissement des précipitations au Nord de l'Europe et dans des régions circumpolaires et sécheresse accrue dans des zones arides et montagneuses.

- **Les catastrophes naturelles ont des coûts qui explosent** : coût estimé à 92 milliards d'euros en 2040 et un coût humain élevé de 300 000 morts par an avec des activités cycloniques accrues (cf. Golfe du Mexique depuis Katrina).

- **Le recul des forêts s'accroît** : les forêts occupent 30 % de la planète selon la FAO environ 13 millions d'hectares de forêts disparaissent annuellement, c'est-à-dire, l'équivalent de la surface de la Grande-Bretagne, ou un terrain de football toutes les 15 secondes... aux effets sur les GES supérieurs aux transports mesure-t-on qu'avec 2 degrés de plus, le café ne serait plus possible en Ouganda qui perdrait les 2/3 de ses devises ou que le quart des espèces au Mexique ou en Afrique du Sud serait touché.

- **La Biosphère est menacée**. A l'occasion de la COP 23 (Bonn 2017), parmi les 241 sites naturels classés, l'UICN en décompte 62 directement menacés par le changement climatique. En tout, cela correspond à 29 % des sites, et 7 % sont en danger critique. Le Wulingyuan en Chine, le parc national des Everglades aux États-Unis, le parc national des lacs de Plitvice en Croatie, ou encore la réserve de biosphère du papillon monarque au Mexique.

Le nombre d'insectes a chuté de 80 % en Europe depuis 1989.

- **La régression de la planète n'est-elle pas programmée ?** Jour du dépassement 2 Août 2017... la terre vit donc de plus en plus à crédit. D'après les calculs du Global Footprint Network, un institut de recherches international établi à Oakland (Californie), c'est l'équivalent de 1,7 planète qui serait nécessaire pour assouvir les besoins des êtres humains.

- **Donc le scénario de l'impensable est en cours** : augmentation des émissions de CO2 induisant une augmentation des températures de 4°C pour 2100- plus crédible que 2°C – Les climato sceptiques souvent habitants de zones qui produisent ou consomment des énergies fossiles ! Abreuvés par des blogs souvent désinformés, arc-boutés sur un pseudo ours polaire qui s'adapterait (alors que l'Alaska a perdu près de la moitié de ses quadrupèdes) n'ont qu'à bien se tenir : le réchauffement climatique est de plus en plus une réalité... N'en déplaise à M. Scott Pruitt, devenu le 17 février 2017 administrateur de l'Agence états-unienne de Protection de l'Environnement (EPA), difficile d'accréditer le

diagnostic tragicomique de D. Trump « *le réchauffement climatique a été créé par et pour les Chinois pour rendre les usines américaines moins compétitives* »...

Un coût économique avéré

- **Santé, stress thermique, insuffisance cardiaque** : les corrélations sont désormais établies : plus 1 degré :-6 % de récolte de blé -10 % pour le riz Activités touristiques ; tourisme nival décroît pour certaines stations de basse altitude 30 stations sur 80 en France condamnées à l'horizon 2030.
- **Les pandémies épidémies sont amplifiées** : moustiques dengue +9,4 % augmentation de l'aptitude à transmettre la maladie pour le moustique porteur de la dengue depuis 1950 doublement des personnes infectées en 10 ans.
- **La pollution accrue dans les villes est un facteur aggravant** : problème des particules fines 71 % des villes dépassent désormais les taux tolérés de particules fines 3 millions de décès prématurés par an dans le monde dont 800 000 en Asie et 438 000 en Afrique. Le Chikungounia remonte vers le Nord.
- On ne s'attardera pas trop sur un tourisme bonifié (En France, le nombre de journées estivales (avec une température dépassant 25°C) a augmenté de manière significative sur la période 1950-2010. Des secteurs boostés (climatisation, BTP avec isolation thermique...) **mais on inventoriara les impacts négatifs** : régimes hydrologiques revus à la baisse et arrêt forcé de centrales nucléaires faute d'eau de refroidissement et avec la production d'hydro-électricité en baisse partout dans le monde.
- **Les productions agricoles (sécheresses ou inondations) sont de plus en plus irrégulières** La fonte des glaciers d'Asie centrale affectera les agricultures de la région basées sur l'irrigation.
- **De plus en plus d'organismes sont ainsi au chevet de la planète avec une surenchère frénétique de chiffres** : La Banque mondiale et le PNUE fin 2014 évaluent à 150 milliards de \$ par an le coût du réchauffement climatique en 2025-2030 voire 500 milliards en 2050. Le GIEC l'établit à 1 050 milliards d'ici à 2100, chiffrages non contradictoires mais dispersés qui pourtant brouillent un peu les cartes.
- Le think tank TELOS s'est interrogé sur l'effet du climat sur la croissance ? La conclusion est sans ambiguïté. L'idée que les pays chauds auraient tendance à être plus pauvres apparaît déjà dès le XIVème siècle sous la plume du géographe Ibn Khaldun jusqu'à l'expression dans *l'Esprit des Lois* par Montesquieu : « *un excès de chaleur rend les hommes paresseux et découragés !* ». Les analyses récentes de Nordhaus (2016) confirment l'existence d'une corrélation négative entre température et économie : l'équation serait simple un degré Celsius de plus un revenu par habitant qui chute de 8,5 %. Cela paraît impressionnant ! Les travaux de Melissa Dell (TELOS 2009) atténue sans la modifier l'idée que **plus la température s'élève plus grands sont les effets négatifs** dans les pays pauvres (1 degré inflexion de 1,1 point de leur croissance contrairement aux pays riches. Ce n'est pas seulement le niveau de production qui est touché mais la croissance de ces pays et tous les secteurs sont impliqués (agriculture, industrie recherche)... De fait en croisant toutes les données, les effets d'un changement climatique pour les pays pauvres abaisserait le taux de croissance d'un pays pauvre médian de 0,6 point par an jusqu'en 2099. Ce pays pauvre serait alors d'environ 40 % en 2099 plus pauvre qu'il ne l'aurait été sans changement climatique.

- Mais le rapport de Nicholas Stern, ancien vice-président de la Banque mondiale, remis au gouvernement britannique en 2006, acte qu'un investissement de 1 % du PIB mondial par an dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) permettrait d'éviter une perte économique comprise entre 5 % et 20 % du PIB mondial par an soit 500 milliards de \$.

La croissance des sociétés industrielles est remise en cause

Il faut partir des gaz à effet de serre Les gaz à effet de serre (GES) ont un rôle essentiel dans la régulation du climat. Sans eux, la température moyenne sur Terre serait de -18 °C au lieu de +14 °C et la vie n'existerait peut-être pas. Toutefois, depuis le XIXe siècle, l'homme a considérablement accru la quantité de gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère. En conséquence, l'équilibre climatique naturel est modifié et le climat se réajuste par un réchauffement de la surface terrestre.

- **C'est donc la croissance héritée des modèles du passé** (croissance extensive des économies socialistes mais aussi modèle de croissance forte des 30 Glorieuses) **qui est au banc des accusés** : l'analyse des rejets en France en 2016 met aux premiers rangs des responsabilités les transports 29 %, l'agriculture 20 %, le bâtiment 10 % et l'industrie 18 % en 2016 ! Le tout pétrole (encore plus de 30 % de la consommation mondiale énergétique) l'embouteillage mondial avec plus de 94 millions de véhicules produits en 2016 l'agriculture intensive... Il faut faire intervenir aussi le gaspillage ; plastique X 48 depuis 1960. Tendance à élaborer une opposition entre pays riches responsables et pays des Sud victimes de catastrophes climatiques de plus en plus coûteuses : une opposition un peu simpliste.

- **La démographie est également prise en compte du moins pour les menaces à venir.** Les projections démographiques d'une terre dont l'emballement démographique créent un défi écologique majeur hier en 60 ans 2,6 fois plus de 2,9 milliards à 7,6 milliards. Aujourd'hui avec si on accepte la proposition médiane de l'ONU, une baisse de la fécondité de 2,5 enfants par femme, aujourd'hui à 2 en 2100, soit entre 9,98 en 2015 et 11,2 milliards en 2100 (7 % de plus qu'aujourd'hui). La pression sur les terres agricoles pour répondre aux besoins nutritionnels s'accompagne d'une pression sur l'eau (1961 chaque être humain dispose de 13 400 m³ d'eau douce par an, en 2014 5 900), les rejets pesticides et engrais empoisonnent l'environnement, portant atteinte à la biodiversité. Les besoins en acier (X 3,3 en cuivre X 4,9 en lithium X 6,9) dans le même laps de temps imposent un développement des transports, une consommation accrue de pétrole (chauffage habitat compris X 2,9 et 5,5 pour le gaz) et contribuent à la crise écologique majeure base du dérèglement climatique. Pour P. N. Giraud les ressources naturelles ne devraient pas faire défaut pour une population de 10 milliards d'humains en 2050 mais nous dépasserons alors les taux de rejets polluants (CO₂) provoquant ainsi localement des trappes rurales et urbaines de grande pauvreté « *Le nombre n'est pas le seul critère de l'apocalypse programmé mais il peut y contribuer* ».

2. Les crises environnementales redistribuent les rapports de force entre les Etats

Des tensions sur des registres de plus en plus variés : les guerres de demain ?

- **Les tensions sur l'Arctique s'accroissent** surtout depuis la fonte du permafrost de la banquise avec les opportunités créées par la route du Nord-Ouest (Russie) et de l'Est (Canada) (mais passage Est très discuté techniquement est de fait plus un mythe qu'une réalité envisageable à court terme). Les perspectives d'exploitation des richesses en pétrole gaz et minerais dans des ZEE à délimiter. D'ores et déjà, la mutation de l'inlandsis du Groenland de la pêche à l'activité minière bradée à des FMN est engagée. La Russie avance ses pions avec les brise-glaces (32 opérationnels déjà un record) et les projections de la dorsale de Lomonossov véritable sauf-conduit pour annexer des zones à l'aplomb du Pôle Nord pour eux. La Chine est aux aguets (6 accords signés avec l'Islande en 2012 !). La nouvelle géographie du commerce international (gains de temps et d'argent) n'est pas assurée au regard des risques de navigation, des coûts excessifs, des prévisions vite démenties mais les fantasmes sont là.

- **Les tensions sur les éco réfugiés sont vives** comme avec le Maroc et la Libye mandatés, hier moyennant finance pour freiner les « harragas » « brûleurs de vie » qui veulent franchir le rio grande méditerranéen. Aujourd'hui l'UE traque les passeurs.

- **Les tensions en Afrique sahélienne sur les pâturages s'exaspèrent** et peuvent déboucher sur des guerres climatiques au Darfour au Sud soudan, thèse contestée mais qui a une certaine validité. Pour le psychosociologue Harald Welzer in *Guerres du climat* Gallimard 2009, le conflit du Darfour est une guerre climatique. Depuis 60 la région connaît des sécheresses catastrophiques, une désertification accélérée, de là des déplacements de population, une compétition entre éleveurs nomades et paysans sédentaires qui appartiennent à des ethnies différentes. Dans un pays où 70 % de la population vit de la terre, la disparition des pâturages peut devenir rapidement explosive. Même si le conflit est souvent présenté comme ethnique (Arabes Africains depuis 70 ans pas de règlement...) le Sud Soudan est au regard de l'avenir fragilisé par des perturbations climatiques des tensions accrues avec les éleveurs de sa frontière nord.

- **Les tensions Inde/ Bangladesh sont quotidiennes** avec mur et escarmouches pour stopper l'immigration clandestine du Bangladesh menacé... -

- **Les tensions Inde Chine sur le château d'eau du Tibet** ce sont plus des conflits hydrauliques que civilisationnels ou (hans et tibétains) ou territoriaux qui expliquent la volonté chinoise de marquer ses droits sur cette région.

- Si les tensions s'accroissent sur l'eau c'est bien le réchauffement climatique qui en est l'amplificateur entre Éthiopie et Égypte (Évapotranspiration accrue) ou Israël et Jordanie ou pays riverains du Brahmapoutre ? Certains conflits se radicalisent avec la sécheresse et il est significatif qu'en Syrie le printemps avorté naisse en 2011 après 5 années de rude sécheresse.

- **Les tensions sur les terres rares s'accroissent** car ces minerais stratégiques sont souvent impliqués dans de nouveaux alliages ou métaux qui entrent dans l'élaboration de produits nouveaux en phase avec le réchauffement climatique. Parallèlement des produits comme le Lithium aux réserves très inégalement réparties (Chili Bolivie maître du jeu)

deviennent par le réchauffement climatique des ressources stratégiques convoitées et donc potentiellement conflictuelles.

Des mobilisations effectives : anticiper plus que s'adapter ?

- **Les Etats insulaires sont de loin les plus vulnérables** même si leur responsabilité est des plus réduites et les plus concernés (cf. présidence de la COP23 aux Iles Fidji) Kiribati Vanuatu, Maldives (conseil des ministres déjà en palmes pour sensibiliser l'opinion). Ces pays regroupés pour certains dans l'AOSIS (alliance des petits Etats insulaires menacés par la montée des eaux) interpellent l'opinion pour financer des îles artificielles mais surtout le déplacement des populations toujours à la quête d'un statut de réfugié climatique.

- **La Chine, hier climato sceptique, devient aujourd'hui « championne » de la lutte contre le réchauffement.** Elle y voit un moyen de retrouver un leadership auprès des pays développés qui l'ont accusé d'un développement au péril de l'environnement et des PED. Le PCC y trouve une nouvelle légitimité face aux aléas de la croissance et aux difficultés d'installer une société harmonieuse exemplaire. Après le libre-échange, la Chine prend fait et cause pour l'écologie et l'accord de 2015 de Paris, alors qu'elle avait été rendue responsable de l'échec de Copenhague (COP15) en 2009 et que parler de la pollution était un argument façonné de toutes pièces par l'Occident pour freiner sa croissance ! « *L'airpocalypse* » a redistribué les cartes sans que pour autant la Chine ne soit un modèle de développement durable. À Pékin, la dernière centrale à charbon a fermé ses portes il y a six mois, alors que c'était la première source d'énergie de la capitale. C'est une façon pour la Chine d'isoler les EU, de trouver auprès des pays en développement une légitimité de « grand pays en développement » ayant valeur d'exemple.

- **L'UE puissance normative y voit, par le relais de la France active avec la COP21, le moyen de renouveler son rôle de puissance douce anticipatrice.** La façon dont le vote à la COP21 a été obtenu sonne le réveil de l'UE ? Une étape décisive a été franchie avec l'adoption d'un plan climat européen ou « paquet climat-énergie » à la fin de l'année 2008. La feuille de route est ambitieuse dite des 3x20 à l'horizon 2020 : baisse de 20 % des émissions de GES par rapport à 1990 ; 20 % d'énergie renouvelables et 20 % d'amélioration de l'efficacité énergétique. Par ailleurs, le plan prévoit la mise en œuvre d'une révolution énergétique avec le développement d'un réseau décentralisé d'énergies renouvelables. Le plan a été réactualisé en octobre 2014. Le paquet énergie-climat 2030 fixe des objectifs plus ambitieux : réduction de 40 % des émissions de GES à l'horizon 2030 ; au moins 27 % d'énergies renouvelables à cet horizon, amélioration de 27 % de l'efficacité énergétique. En 2050, l'objectif est de réduire de 80 à 95 % les émissions de GES. Certains pays (comme la Suède) et municipalités se sont d'ores et déjà engagés dans des politiques nationales visant à être neutres en carbone à cet horizon.

Des prises de conscience hétérogènes : jusqu'à des actions délibérément rejetées ?

- **C'est toute la question de la mobilisation des PED, où face aux risques existe plus une capacité de gérer les conséquences que d'anticiper.** Attitude très variable avec le Maroc accueillant la Cop22, le Gabon qui se veut exemplaire par rapport au programme REDD sur la traçabilité du bois de coupe. L'Inde se veut pilote du fonds de transition énergétique destiné aux PED, assume des choix solaires et nucléaires qui ne sont pas étrangers à la prise de

conscience du réchauffement climatique. La GMV (grande muraille verte) lancée par le président nigérian Obasanjo (7 000 km de long sur 15 de large) pour enrayer la désertification de la zone sahélienne a été saluée puis critiquée, renvoyée comme utopie car l'avancée du désert n'est pas linéaire et il est à craindre que le financement de la lutte contre Boko Haram ne diffère le projet du moins celui conçu en 2005.

- **Beaucoup de pays en développement y voient une entrave à leur développement**, une contrainte imposée par les anciens colonisateurs, et une nouvelle forme de domination. Ce raisonnement qui fait du réchauffement climatique un frein à la croissance est partagé par la Russie qui hier en signant le protocole de Kyoto l'a rendu applicable. La majorité requise étant atteinte et aujourd'hui se sert de ses critiques de l'accord comme un moyen de pression pour valider ses objectifs économiques ou géopolitiques.

- **Toute autre est l'attitude des Etats-Unis, 2^{ème} pollueur de la planète mais prêts à abandonner le combat pour gagner des emplois !** Les EU, après B. Obama très conscient des excès à corriger (cela a fait partie de son smart power face au charbon à l'oléoduc Keystone XI ou au schiste bitumineux) s'engouffrent avec D. Trump dans le climatisme scepticisme populiste pour en faire un des éléments du réquisitoire antichinois et du America first. A un moment où les EU deviennent 1^{ers} producteurs mondiaux de pétrole grâce au pétrole non conventionnel, renouent avec le charbon, la courbe de Kuznets a vent en poupe et le réchauffement est relégué au rang de phénomène secondaire (malgré le rapport de 13 agences fédérales dégraissées depuis. D. Trump en 2018 exclut le réchauffement climatique des priorités de la Stratégie de la Défense nationale. « *Elu par Pittsburgh et pas par Paris* », D. Trump en se retirant fait le catalogue apocalyptique des risques encourus par la signature de la COP21, : 2,7 millions d'emplois rayés de la carte. Ne pas cependant se laisser impressionner par quelques effets positifs du réchauffement climatique : n'oublions pas que c'est le président Bush (2001-2009) qui a renoncé déjà à ratifier le protocole de Kyoto. (Refus de tout multilatéralisme et volonté de poursuivre l'American way of life).

- **Il n'y a pas de fatalité dans les comportements** : le Costa Rica sera neutre en carbone dans les 5 prochaines années... et la Californie se positionne contre D. Trump avec Jerry Brown, et sa loi environnementale d'avril 2017 qui imposera aux commerçants de recourir à 100 % d'énergies renouvelables d'ici 2045. L'Etat de New York emboîte le pas et est sur des engagements de réduire de 80 % sur la période 1990 2050 les émissions de carbone, voire d'utiliser 50 % d'énergies renouvelables à l'horizon 2030.

3. Un nouveau mode de croissance et de régulation climatique est-il envisageable ?

Le cadre de réflexion et les pistes ouvertes : un volontarisme relatif :

- **La lutte contre le réchauffement climatique s'inscrit dans le développement durable et ses objectifs écologiques, équitables socialement et efficaces en termes économiques.** Le réchauffement climatique actualise les craintes du rapport Brundtland et donne son sens à un développement qui *vise à satisfaire les besoins essentiels de la santé des populations, organiser une croissance économique au profit du mieux-être de l'Homme et à assurer une cohésion sociale qui tienne compte des diversités culturelles en étant attentif à ne pas compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs besoins revus »* passages » 2004.

- **La quête d'une nouvelle croissance s'impose** car c'est de la croissance actuelle dans ses modalités qui est responsable du réchauffement climatique et de la détérioration de l'environnement (urbanisation excessive, transports débridés, gaspillages, court-termisme, quantitatif au détriment du qualitatif). Les villes durables sont un premier jalon et aux EU c'est par elles que s'exprime la résistance à la politique de D. Trump.

- **Les nouveaux mix énergétiques** où énergies alternatives et nucléaires se substituent aux énergies fossiles mais la réduction de la consommation énergétique dans les pays développés ne saurait suffire car l'activité des émergents et l'augmentation du niveau de vie, de l'espérance de vie, de la consommation des biens et de services, créent une tension sur les énergies fossiles. L'alternative des gaz de schiste est une illusion car les coûts environnementaux sont très élevés. Le nucléaire a une nouvelle chance, malgré Fukushima, EPR programme de centrales en cours de réalisation en Chine avec clairement pour but de la décarbonisation (décarbonations en anglais) de la croissance en Finlande en Inde.

- **De nouveaux modes de transports** s'installent : transports collectifs, covoiturage, mais surtout la révolution de l'électrique (pas au-dessus de tout soupçon) et le déclin du diesel avec des objectifs ambitieux parfois (2040 en France fin de la vente de véhicules émetteurs de gaz à effet de serre) => concept de mobilités douces ?

- **La protection des habitats est une priorité** ; lutte contre les pertes de chaleur. Économiser l'énergie, c'est s'engager aussi contre le réchauffement climatique avec comme point de mire par exemple en France la fin des passoires thermiques d'ici 2026 (4 milliards d'euros injectés).

- **Les industries vertes sont confortées** comme gisements d'emplois au Japon ou en Allemagne.

- **La fiscalité est un outil commode** : taxe carbone qui a connu des heurs et malheurs en France (bonnets rouges).

- **L'agriculture réformée peut contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique car agriculture et forêts représentent le quart des GES.** Il faudra donc moins de plantes très consommatrices d'eau (1kg de blé nécessite 1 500 litres d'eau, et 1kg de viande industrielle 10 000 litres), Maïs, élevage mieux maîtrisé (gaz à effet de serre de l'élevage extensif au Brésil), biocarburants en lieu et place des énergies fossiles mais elles ne sont pas à l'abri des soupçons. De façon imagée, c'est un peu le sens de la révolution doublement verte fondée « davantage sur un judo avec les fonctionnements naturels que sur la boxe pratiquée depuis un demi-siècle »... L'agriculture biologique qui préserve les sols sera plus apte à faire face aux pics de température alors que la révolution verte classique et ses techniques d'irrigation lourdes seront marginalisées.

- **Des démarches au quotidien se multiplient** comme le boycott de produits hors saison consommant trop de carburants et altérant la couche d'ozone. Ponctuellement tout est possible mais collectivement c'est une autre question.

Une gouvernance mondiale en marche : le seul registre crédible de la communauté internationale ?

- **On n'est plus à Johannesburg** ou « *on ouvrait la fenêtre et on se contentait de regarder la maison brûler* » et le désastre programmé (J Chirac) Wall Street intègre déjà le développement durable (valorisation supérieure des entreprises qui font des efforts) Agence de notation Vigeo est sensible à ces actions relevant du DD.

- **La reconnaissance du changement climatique comme un enjeu public majeur a émergé** très lentement à partir de la fin des années 1960. Des vagues de sécheresse interpellent en Afrique entre 1968 et 1972 (du Biafra à l'Éthiopie largement médiatisées) et des épisodes extrêmes aux EU conduisent le président Nixon à lancer un programme national sur le climat même si à l'époque l'hypothèse qui domine est celle d'un refroidissement de la planète !

Dès 1978, face aux rapports sur les dioxydes de carbone J. Carter fait adopter The National Climate Program Act et crée un service consacré à l'environnement. En 1979, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), débat de l'accroissement constant des émissions de CO2 dans l'atmosphère et leurs effets potentiels sur l'effet de serre et le réchauffement climatique. En 1985, le même gendarme du monde plaide en faveur d'une convention mondiale sur le changement climatique. La création en 1988 du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), à l'initiative de l'Organisation météorologique mondiale et du PNUE consacre une nouvelle démarche transnationale. Pourquoi une telle lenteur ? En 1997, le Protocole de Kyoto, aboutissement de la 3ème conférence des parties, est l'acte de baptême international ciblant les émissions de gaz à effet de serre et définissant un calendrier de leur réduction.

- **La lenteur de la mobilisation s'explique** par les freins américains (déjà), le débat sur l'ozone bouclé et qu'on pensait suffisant et les climato sceptiques qui sans avoir pignon sur rue donnent de la voix (Bjorn Lomborg par exemple et Claude Allègre) et des désaccords sur les modalités concrètes de mise en œuvre. Le calendrier et la période de référence pour amorcer les changements / Le climat devient le révélateur des difficultés d'émergence d'une gouvernance mondiale. Mais malgré un rythme saccadé (des déceptions, Copenhague 2009) ; il est clair que les progrès sont plus rapides jusqu'à nouvel ordre. 2015 a été un grand pas en avant : 195 pays, un accord qui a valeur de traité, des objectifs chiffrés, une mise en œuvre d'ici 2020, un cadre, même si le caractère contraignant n'est pas assez au rendez-vous et des pollueurs (Chine, EU (pas pour longtemps) Inde au rendez-vous !) H. Védrine (le défi du monde) sceptique sur la communauté internationale et ses égoïsmes sacrés fait de, l'écologisation du monde, c'est-à-dire « la prise de conscience progressive de l'intérêt vital commun qu'ont tous les peuples à préserver l'habitabilité de la planète » le seul facteur possible de convergence des intérêts nationaux. Mais pour l'heure, dans la globalisation l'exploitation effrénée des énergies fossiles demeure la règle, les Etats font fi des contraintes climatiques au bénéfice de la concurrence et de leur souveraineté.

- **Dépasser la gouvernance mondiale peut devenir un objectif face aux temporisations.** Ainsi le sommet « one planet summit » de Paris en décembre 2017 a rassemblé des acteurs non étatiques hors du cadre des Nations unies avec des engagements non formels mais hautement symboliques ; verdissements des fonds souverains, évaluation certes des politiques publiques, labellisation de produits green bonds... mais qui peut penser que le déclassement des actifs fossiles ne va pas bloquer les ardeurs les plus nobles sur fond de « green washing » ambigu ? C'est-à-dire l'éco

blanchiment, qui consiste pour des entreprises à orienter ses actions marketing et leur communication vers un positionnement écologique pour redorer leur image de marque, pour blanchir leur comportement.

- Parfois dépasser la gouvernance mondiale c'est tenter des accords a minima comme à la Cop15 entre Obama les grands émergents sans l'Europe ; ultérieurement le succès de la Cop 21 de Paris est anticipé par des accords bilatéraux Chine États-Unis.

Attentisme et indifférence : le scenario du pire inéluctable ?

Malgré une expertise scientifique de plus en plus alarmiste, des seuils de plus en plus impératifs, la gouvernance mondiale piétine quelque peu.

- **Des conjonctures ne sont pas favorables** : faible prix des produits pétroliers incitatif à la consommation. Des retards techniques (filiale nucléaire) sollicitent les énergies fossiles pour la production d'électricité. Des chiffres martelés valent vérité pour la passivité : sans GES la température de la planète serait de -20°C. Alors !

- **Les échéances sont plus ou moins lointaines (trop !)** surtout quand on est confronté à la misère au quotidien, aux effets ravageurs des inégalités. Même si le calendrier s'accélère 50 ans au regard du calendrier politique pour certaines puissances émergentes représente un horizon non prioritaire « A long terme nous serons tous mort » psalmodiait Keynes alors pourquoi ne pas privilégier le court terme ? Les financements sont délicats à trouver, Ils existent apparemment (dépense d'armement mondial 1 570 milliards \$ et 212 \$ par habitant de la planète en 2016) mais au regard des urgences des problèmes des dettes souveraines... La raréfaction des sommes consacrées au tiers-monde diffère des initiatives audacieuses (le fond vert pour le climat des PD ne mobilise que 1,5 milliard de dollars en attendant les 100 milliards de \$ en 2020 !).

- **L'intervention de la communauté internationale doit se faire avec unanimité** comme à l'OMC. Dans les conférences en cours de la COP il est difficile de ne pas aboutir à des compromis étriqués boiteux et peu opérationnels. Dès le départ EU et UE par exemple ont eu des stratégies différentes. Les Européens optent pour une démarche volontariste unilatérale, définissant des cibles ambitieuses et un calendrier de réduction des émissions. Une taxe énergie-carbone est même envisagée dès 1991 et devant les résistances (Royaume uni et France des bonnets rouges) elle est finalement abandonnée. Elle sera remplacée plus tard par la mise en place d'un marché européen du carbone (l'EU-ETS). Les Américains, plus prudents, adoptent un plan d'action pour le climat très progressif.

- **Les modèles à basse consommation énergétique coûtent encore** cher si on cherche une rentabilité à court terme les marchés et les investissements privés piétinent.

- **Les stratégies sont donc résolument hétérogènes** allant d'une passivité en entérinant la démondialisation et la décroissance jusqu'à une croissance zéro non prédatrice comme le voulait le rapport du club de Rome en son temps. Altermondialistes et écologistes radicaux et les antimondialisations nourrissent ce secret espoir.

Même la France en 2016, après une baisse ininterrompue des émissions de GES, a de nouveau progressé en 2018 alors qu'elle s'est dotée en novembre 2015 d'une stratégie nationale bas carbone (SNBC) pour se placer sur une trajectoire de facteur 4, renforcée par l'objectif de neutralité carbone du plan climat énoncé par N. Hulot en juillet 2017.

NB : La baisse des émissions de CO₂ plus liée à la crise de 2008 qu'à une prise de conscience et des mesures adaptées.

Et pourtant la lutte contre le réchauffement climatique peut être porteuse de croissance. Des mesures en faveur de la transition énergétique font croître le PIB des pays du G20 de 2,8 % à 5 % par an d'ici à 2050 selon le rapport présenté avant le G7 de Taormina en mai 2017 : 5 % ! Le taux serait atteint en éliminant certains effets néfastes du réchauffement climatique avec la multiplication d'épisodes climatiques extrêmes ! Le G20 est bien placé puisqu'il est à la pointe de la transition énergétique 98 % des capacités éoliennes 97 % des photovoltaïques poids de la recherche inondations vertes. Donc réponse claire au sous-investissement dans ce domaine. L'OCDE évalue à 6 300 milliards de \$ jusqu'en 2030 les investissements dans les transports, l'énergie et l'eau à réaliser. Le chemin est long : effet NIMBY face aux éoliennes de plus en plus critiquées pour leurs coûts, la pollution des paysages, les nuisances, etc.

Des scénarios sans réchauffement n'existent pas mais avec réchauffement des pistes pour gagner la bataille du climat existent bel et bien en supposant des émissions qui décroissent depuis 2020... Chaque année perdue dans la défossilisation des énergies et le changement de logiciel de croissance compromet l'avenir.

Conclusion

Pour François Gemenne (géopolitique des climats) « l'ordre mondial devrait intégrer la Terre comme un sujet de politique, et non plus comme un décor de politique ». Il évoque le cas emblématique du Bangladesh, qui « accueille plus de 450 000 réfugiés politiques, fait face à l'afflux de Rohingyas en même temps qu'à des migrations d'ampleur à cause des moussons. À terme, la hausse des températures rendra le pays invivable, sans parler de la hausse du niveau des mers, de l'intensification des catastrophes naturelles, de la fonte des glaciers de l'Himalaya et des 3 300 kilomètres de barbelés ponctués de miradors que l'Inde a installés à leur frontière commune... » À l'heure actuelle personne ne peut dire que le pire n'est pas devant nous. L'action politique devient essentielle pour convaincre et avancer des solutions. L'UE est de toute urgence sollicitée pour retrouver son rôle de force de modération, les EU sont rappelés à l'ordre, la Chine doit faire ses preuves avec ses parcs éco industriels et ses parcs éoliens, les promesses doivent se convertir (solaire indien, ou réseaux de transports collectifs en Indonésie). Le catalogue des attentes est long... Peut-être est-il trop long, peut-être est-il trop tard !

■ SUJET N°2 :

La Russie : partenaire ou menace pour l'Union Européenne ?

Des outils de correction utiles, les 10 priorités pour ce sujet :

1. Veiller à l'extension du sujet : 1991-2018. Ne veut pas dire ne pas mobiliser la maison Europe de Gorbatchev et tout ce qui dans l'histoire plus ou moins récente fait de la Russie une puissance européenne...
2. Valoriser les candidats qui brutalement résument les comportements russes actuels au seul basculement asiatique : des questions se posent et doivent être posées ; est-il volontaire ? Sur quelles bases repose-t-il ? (on ne peut se contenter de l'OCS organisation de coopération de Shanghai) Qu'en pense Pékin plus intéressé par l'Europe que la puissance en reconstruction russe ? (même si énergie et rapports avec Asie centrale (routes de la soie) préoccupent les Chinois).
3. Bonifier les copies des candidats qui parleront des évolutions du partenariat stratégique et fixeront les éléments de discordance russo-européens, primes à l'indépendance du Kosovo, à la proposition d'élargissement de l'Otan, aux effets de la politique de voisinage, aux interventions en Libye.
4. Être attentif à une bonne appréhension du problème syrien et de la restitution des fondamentaux de l'intervention russe et des attermoissements européens. On ne se contentera pas de formules creuses sur le soutien à Bachar el Assad ;
5. Être sensible à tous les candidats qui sauront évoquer précisément la nature de sanctions américano européennes d'ailleurs plus européennes qu'américaines et des contre sanctions russes.
6. Ne peut-on aussi être très en phase avec les candidats qui montreront des incompréhensions mutuelles à l'origine des malentendus et des crispations ? À ce niveau, la façon dont la Russie est vécue par l'Europe en fonction du passé (guerre froide et de l'interprétation du présent) est-elle un pseudo-retour de la guerre froide ?
7. Bonus à ceux qui savent évaluer quelques aspects de la crise économique de la Russie puissance retrouvée ne veut pas dire puissance économique ayant retrouvé son statut passé.
8. Sanctionner la paraphrase de la chronologie qui interdit de problématiser le sujet et ne conduit qu'à un déballage des relations russo-européennes.
9. Réagir avec prudence car ce choix est peut-être celui de candidats ayant assimilé le premier sujet à un sujet de première année et ayant opté sans réflexion pour le sujet 2.
10. Bien évaluer le commentaire et la dissertation séparément (5 et 15) et gratifier ceux qui font des références au commentaire et des renvois dans la copie.

■ Proposition de corrigé

Dominique de Villepin : « Notre destin se joue avec la Russie et certainement pas contre ».

"La Russie ne connaît ses voisins que comme vassaux ou comme ennemis", écrivait l'Américain Georges Kennan au tout début de la guerre froide.

Les divergences de fond apparues au niveau géopolitique entre UE et Russie dans l'étranger proche russe- Crimée Donbass- et sur les terres du retour de la puissance russe - Syrie - ont depuis 2008- l'intervention en Géorgie- mis à mal les relations de l'UE et de la Fédération de Russie. De partenaire stratégique, la Russie est devenue « *partenaire stratégique problématique pour devenir un problème stratégique à part entière* » (Cyril Bret). La Russie n'est pas en reste puisque des déclarations d'euphorisme convaincu de V. Poutine au cours de son premier mandat, on est passé à un scepticisme à l'égard de l'Europe (« *l'UE n'est pas une vraie fédération et en a tous les inconvénients sans en avoir les avantages* ». V. Poutine 25/10/2012 Club Valdai) pour déboucher sur un discours antieuropéen et à une volonté de constater ou d'accélérer la crise européenne pour sûr les décombres de l'Europe permettre à la Russie de retrouver son hégémonisme (théorie de A Douguine conseiller de Poutine).

Est-il encore temps de croire avec H. Carrère d'Encausse, que « *la Russie est un pays d'Europe dont la puissance est asiatique* » ? Est-il vraiment temps de reconnaître qu'elle représente une menace plus qu'un horizon ou une « *nouvelle frontière* » pour l'UE d'aujourd'hui ? La Russie peut-elle (re) devenir le partenaire privilégié de l'Europe, elle qui voudrait être aimée de l'Europe et voudrait tout autant qu'elle se détache des États-Unis mais qui déçue, devient agressive sans toutefois pouvoir se passer de l'Europe.

1. La Russie d'après 1991 apparaît naturellement partenaire sinon stratégique ou du moins économique de l'UE.

Des mutations depuis 1991 l'ancrent dans un partenariat potentiel :

- **Le passage à une économie de marché** reconnue d'ailleurs à l'OMC où l'UE a utilisé toutes ses compétences pour favoriser son entrée en 2012.
- **La transition difficile d'un « capitalisme d'Etat » à une économie capitaliste de marché** avec une oligarchie qui s'invite de plus en plus en Europe (investissements dans des clubs de football de Manchester city à Chelsea ou Monaco) et dans le secteur du luxe (porcelaines de Limoges ou rivages de la côte d'Azur).
- **Des intentions réitérées de faire de l'UE un partenaire privilégié** : Gorbatchev et la « maison commune européenne » n'a pas été oublié, Poutine a une formation de terrain en RDA et a souvent revendiqué une sensibilité européenne, ne serait-ce que pour croire que l'Eurasie s'étendrait de Brest à Brest Litovsk et au-delà...
- **Une présence dans le G7 + 1**, suspendue certes mais réclamée par D. Trump au dernier sommet et ré envisagée par la France en échange de concessions significatives sur l'Ukraine.

Des mécanismes tissés à partir des intérêts communs consolident les partenariats

- **La matrice des échanges installe des liens** : En 2016 la Russie est encore premier partenaire de l'UE. Un marché à conquérir en termes agricoles, de machines-outils, de savoir-faire autant que de produits de luxe.
- **L'accord de partenariat et de coopération (APC)** fait de la Russie la grande puissance du 3ème cercle européen (1997) même si la Russie n'est pas directement bénéficiaire de la politique de voisinage.
- **L'énergie gaz pétrole crée des interdépendances** technologiques et énergétiques, la Russie étant le premier fournisseur de l'Allemagne par exemple en gaz voire exclusif pour les pays Baltes.
- **La volonté de sortir des clivages de la guerre froide** est partagée, et quelques bâtisseurs de l'Europe (VGE) ou des souverainistes patentés ne sont pas sans souhaiter des liens forts avec la Russie allant même jusqu'à une intégration (P Seguin par ex).
- **La pression de l'Allemagne partenaire privilégié de la Russie** (relation bilatérale intense) et obligé (technologie et énergie) est forte. La Russie s'est même prise à rêver d'un Empire eurasiatique de Brest à Vladivostok forte du Partenariat oriental lancé par l'UE en 2009 qui vise à faciliter le rapprochement avec l'Europe de 6 Etats membres d'Europe orientale et du Caucase du sud (Arménie Azerbaïdjan Biélarus Géorgie Moldavie et Ukraine... S'engage alors une course entre la Russie et l'Europe que V. Poutine pense gagner avec la nomination en Ukraine de son poulain Viktor Yanoukovitch qui va brader son territoire à la Russie et accepter de mettre le service de sécurité sous tutelle de Moscou.

Très tôt des ambiguïtés limitent les convergences

- **Une rente de situation géographique ne banalise-t-elle pas cette relation ?** L'Europe de l'Atlantique à l'Oural accueille la Russie et très tôt elle intègre le conseil européen, sans d'entrée dans l'UE.
- **Ne s'agit-il pas d'un tropisme par défaut vers l'Europe de la Russie ?** Ses déceptions vis-à-vis de la CEI peuvent œuvrer indirectement en faveur d'un ancrage européen ; la CEI n'étant qu'un simple forum de discussion (migrations / sécurité) parfois bousculée (Géorgie a quitté la CEI après août 2008 et l'Ukraine très tôt n'en est pas un membre zélé).
- **La transition** délicate pour la Russie entre sentiment d'appartenir à un grand ensemble (l'URSS) et la nécessité d'apprendre à vivre seule ne plaide-t-elle pour un rapprochement avec l'UE ? Avec les élargissements depuis 2004 aux PECO l'Europe retrouve son histoire et sa géographie... et n'impose-t-elle pas aux Russes un positionnement au départ souple, car la Russie a perdu territoires, ambitions, PIB, et cap ! Et Pendant le mandat d'Eltsine la Russie affaiblie n'a plus de politique cohérente.

- D'ailleurs l'**hostilité de tous les instants des pays Baltes** contre la Russie (service militaire obligatoire renforcé langue russe neutralisée dans ces ex-républiques de l'URSS) confirme que l'Europe n'est pas unie dans un rapport préférentiel avec un régime devenu difficilement européen compatible.

2. La Russie depuis 2004 est de plus en plus vécue ou ressentie comme un « partenaire stratégique problématique ».

Sans parler de confrontations, très tôt interviennent des évolutions inquiétantes pour l'UE

- **Les rancœurs du passé ne s'effacent pas par enchantement** : difficile d'oublier deux systèmes antagonistes au cœur de la guerre froide, le dépeçage de la Pologne qui a marqué les esprits libéraux européens ainsi que ses conquêtes impériales et stalinienne vers la Baltique, la mer Noire, l'Asie centrale. La Russie se souvient des agressions militaires multiples au fil des siècles en provenance des Polono-Lithuaniens, Suédois, Allemands, Français et anglo-saxons qui lui ont donné un sentiment de citadelle assiégée. L'affrontement idéologique est matérialisé par le rideau de fer la guerre froide (Jdanov, G. Kennan) le coup de Prague (1948), la crise de Budapest (1956) et le Printemps de Prague (1968) qui ont laissé plus que des traces. Les « États-Unis d'Europe » ou une UE vécue comme promontoire avancé de l'atlantisme (SS 20 Pershing) condamne l'UE à être vécue comme base d'appui de l'impérialisme américain.

L'ambiguïté de la CECA : l'Europe du charbon et de l'acier est telle que l'URSS puis la Russie y voit un cartel pour forger les armes de demain... On ne peut oublier de part et d'autre que valeurs européennes sont le négatif des valeurs russes.

- **Les vieux démons réapparaissent : 1991 n'a pas enterré le rêve impérial russe** et surgit autoritarisme, liberté de presse opposition muselée affaire Nemtsov, Pussy Riot peu de transparence

- **La volonté russe de retrouver les lustres du passé se fait au détriment de l'UE**. Poutine est à l'aise dans un pouvoir autoritaire, (autoritarisme patrimonial) la modernisation de l'outil militaire (programme d'armement 2020 = une hypercentralisation), un retour à la répression (1600 arrestations avant l'investiture), que l'UE rejette bien évidemment et il s'appuie sur son idéologue A. Douguine pour marquer la grandeur russe face à la décadence de l'Europe. Le Pétrole et le gaz au plus offrant sont instrumentalisés par Gazprom, Etat dans l'Etat, quitte à privilégier la Chine gazoduc (Force de Sibérie). L'Energocratie (Françoise Thom) d'un pays rentier n'est pas du goût des Européens.

- **Les Etats Baltes sont porteurs de cette crispation** vis-à-vis de Moscou, devant le poids des russophones les provocations multiples (démonstrations navales avec la Chine !), les chantages gaziers, la Lituanie en 2015 réinstaura le service militaire obligatoire face aux bruits de bottes russes.

La nouvelle légitimité de la Russie se pense à défaut de se faire contre l'UE

- **Les priorités sur son étranger proche dérangent l'UE** : Géorgie, Ukraine, deux Etats au départ tentés par l'aventure européenne et de l'Otan. Ukraine punie pour avoir tenté un rapprochement avec l'UE. N'oublions pas qu'au cours de

l'année 2014, l'UE a déployé un vaste programme d'appui en faveur de l'Ukraine, en engageant 11 milliards d'euros sur les sept prochaines années (2014-2020) et l'UE a accordé des préférences commerciales à l'Ukraine en instaurant des mesures commerciales autonomes, supprimant ainsi unilatéralement les droits de douane affirmant par là des positions hostiles à la tutelle russe.

- **Les ondes de choc de conflits pèsent sur l'UE.** La Syrie en guerre : plus de migrants vers l'UE ; plus de pression pour nourrir les partis populistes antieuropéens en Europe. Le maintien de Bachar El Assad est une façon de répondre aux « révolutions de couleur » et aux « printemps arabes » que l'Europe a pilotés ou du moins laissé faire. Sans ambiguïté F. Thom dans « comprendre le poutinisme » (2018) va jusqu'à ce constat sans appel « *A Moscou on se prend à rêver de réintégrer autour de Moscou l'espace ex-soviétique mais aussi de récupérer les Etats européens lorsque l'UE aura achevé de se défaire et lorsque les partis souverainistes pro russes en plein essor auront pris le pouvoir en Europe. On espère que cette mainmise sur l'Europe occidentale dans le cadre du grand partenariat eurasien résoudra les éternels problèmes d'intendance de la Russie* ». Elle poursuit : « *grâce à une Europe passée dans sa sphère d'influence la Russie pourra moderniser son complexe militaro industriel sans en payer le prix par une libéralisation en politique intérieure* ».

- La Crimée ? C'est une réplique à l'outrage d'une indépendance du Kosovo, sorte de visa pour justifier toutes les approches expansionnistes de la Russie. Rappelons que pour V. Poutine lorsque l'Ukraine menace d'adhérer à l'Otan, après son accord d'association avec l'UE et qu'éclate la "révolution orange" en novembre-décembre 2004 la Russie se sent menacée dans son noyau historique et a beau jeu d'attribuer le processus à la Pologne et la Lituanie, deux pays très liés à l'Ukraine par le catholicisme et les influences territoriales passées et futures (intermarium).

- **3 dossiers clivants majeurs existent donc :** Crimée /Donbass / Syrie car au-delà des tensions, c'est 2 conceptions des relations internationales qui s'affrontent. Par exemple, les résultats du référendum du 16 mars 2014 suffisent à la Russie (96,8 % de votants demandant le rattachement) et Moscou jette l'opprobre sur le coup d'Etat institutionnel ukrainien de l'Euromaïdan, cautionné par l'UE... Pour l'UE, le référendum et l'annexion relèvent d'une agression contre la souveraineté de Kiev largement réutilisé par V. Poutine pour dénoncer en Syrie tous ceux qui veulent envisager une paix en dehors de Bachar El Assad. Au Donbass, alors que l'UE recense les soutiens russes aux insurgés et les violations de l'accord de Minsk, la Russie se contente de critiquer un gouvernement ukrainien inapte à protéger les minorités russophones et l'intervention souveraine des Russes a autant de légitimité à leurs yeux que celle des Français et des Anglais en Libye en 2011 ! À plus d'un titre, c'est la doctrine Brzezinski réactualisée, qui gêne les Russes (souveraineté ukrainienne, intégration des pays Baltes à l'Otan) pour faire de nouveau un « containment » de la Russie et éviter le scénario du pire « *la Russie, puissance dominant l'Eurasie, contrôlerait deux des régions du monde les plus avancées et économiquement productives* ».

Les nouvelles voies (démonstrations) anti-européennes du Poutinisme

- **L'UE est désormais clouée au pilori.** Elle paraît avoir été l'actrice du Roll back de la puissance russe à l'ouest de 1989 à 1991 : des révolutions roses (Géorgie), orange (Ukraine), cernent la Russie et sont parfois pour les Russes manipulées par l'Occident. Le Comecon qui se défait depuis 1984 ouvre un tropisme direct des anciens pays du glacis vers l'UE :

candidatures acceptées jusqu'à la Roumanie, Bulgarie en 1987, voire l'Ukraine et la Géorgie avant que la Russie ne mette un terme aux ardeurs de ces pays. Les Russes rappellent que le temps du roll back c'est-à-dire « le refoulement de la Russie » hors de sa zone traditionnelle d'influence est révolu.

- **C'est le propre de la Russie de définir toujours une menace** car la Russie se sent existentiellement menacée par ce qu'elle ne contrôle pas et a besoin de ne pas toujours maîtriser pour se sentir menacée et alimenter sa paranoïa. Etre capable de menacer ceux qui menacent la Russie est la seule issue et l'UE est aux premières loges. En rebondissant sur la conjoncture de 2016, V. Poutine trouve un encouragement et espère faire la leçon aux Européens et leur montrer l'inconsistance du projet européen et la validité de son projet d'Eurasie (la menace russe c'est le projet de créer une anti-UE heartland contre Rimland : logique eurasiatique contre logique occidentale). 2016 est en effet une année très prémonitoire pour V. Poutine, de la sortie de l'Histoire de l'UE : Brexit, référendum néerlandais qui refuse accord d'association Ukraine UE, élection de Trump a priori au départ plus ouvert à la Russie que B. Obama, (victoire du lobbying russe) victoire de Fillon aux primaires des républicains ; victoire du parti du centre prorusse en Estonie élection du pro russe Igor Dodon en Moldavie à la présidence et du pro russe Rumen Radev en Bulgarie, populistes en Europe qui sapent les fondements de l'UE, retour en force de Bachar à Alep malgré oppositions verbales de l'UE.

- **S'il y a crise de l'Occident, pour V. Poutine c'est dans l'UE qu'elle s'incarne le mieux**, de là la propagande, les fake news, les cybers attaques pour accélérer la décomposition de l'Europe (RT Sputnik 5ème colonne de Poutine, et cyberattaques avec des groupes complotistes (Ours fringants) Hackteam sur TV5 2005.

On est donc légitimement en droit de se poser la question d'un découplage UE/Russie.

3. Le découplage UE Russie ne paraît-il pas impossible ou du moins improbable et les menaces de rupture ne sont-elles pas plus sur jouées que réelles ?

La Russie a des marges de manœuvre faibles

- **La crise économique** : déjà B. Obama avait stigmatisé une économie russe en lambeaux. La crise n'est pas résorbée même si la Russie n'est pas l'URSS de 1991. La Russie a une dette de 12 % du PIB très faible, un chômage officiel limité 5,2 %, un déficit budgétaire maîtrisé (3,7 % PIB), une balance commerciale excédentaire mais en 2016, la baisse du PIB de 0,2 % du PIB après -3,7 % en 2015. La consommation des ménages ne permet pas la reprise (10 % de baisse en 2 ans !).

- **Les indicateurs sont au rouge** : le rouble a perdu la moitié de sa valeur face à l'euro avant de se reprendre en 2017, les sanctions pénalisent les importations et les contre sanctions russes ne sont que des invitations à produire du fromage russe, des volailles des porcs hier importés Les investissements stagnent à 20 % du PIB après l'onde de choc de la crise de 2008 et les IDE s'effondrent (69 milliards d'Euros en 2013, 7 milliards en 2015). Le prélèvement fiscal est des plus faibles (13 % du PIB). La Russie est écartelée entre 2 modèles : une croissance basée sur la consommation des

ménages soutenue par l'afflux de pétrodollars et un rouble fort comme avant la crise ou un modèle de modernisation économique basée sur la modération salariale un rouble plus faible...

Le pétrole est de moins en moins porteur même si la Russie entame des négociations avec l'OPEP. L'euphorie patriotique n'empêche pas les problèmes intérieurs.

- **L'isolement diplomatique de la Russie n'est pas une illusion** : car derrière le suivisme de la Chine à l'ONU au Conseil de Sécurité (encore en avril sur la critique des frappes occidentales en Syrie) il n'y a pas de constance à l'OCS. Le regard de la Chine à l'égard de son partenaire russe (taille démographie économie) est un peu compassionnel. La Russie a besoin du contrepoids européen pour équilibrer sa relation avec la Chine notamment dans le cadre du projet OBOR, dans le cadre de la mise en valeur du territoire (exploitation du gaz (Yamal et Total)).

- **L'échec eurasiatique est patent** : Elle n'est qu'une peau de chagrin limitée à Arménie, Ouzbékistan, Kazakhstan, Biélorussie, la Russie ne fait pas recette en Europe loin de là avec la rancœur tenace des ex-démocraties populaires orientales sauf par opportunisme antieuropéen (Hongrie de V. Orban). Le pivot asiatique est incertain a minima pas un substitut à une relation avec l'UE. Certainement D. Trump n'a pas abandonné contrairement à son discours (ses tweets) son ancrage en Europe, dans l'Otan, qui aurait pu laisser aux Russes la voie libre. Les invectives avant les bombardements du 13 avril 2018 donnent un échantillon des désillusions russes.

L'UE peut-elle réellement faire le choix d'une rupture ?

- **L'UE ne peut se contenter de voir sa part dans le commerce extérieur russe diminuer** alors que l'Asie s'affirme : l'UE absorbait 54 % des exportations russes en 2013 et 48 % en 2016. Dans les importations l'Asie se substitue à l'Europe à la première place en 2016 (40 % contre 38 %). Les Intérêts économiques ne sont pas à négliger : agricoles à l'exportation, gaz à l'importation, même si France est moins dépendante que l'Allemagne.

- **Peut-on raisonnablement nier sans conséquences fâcheuses que la Russie est un partenaire incontournable** dans des négociations (difficile de l'écarter comme au G20 de Brisbane 2014) et la quête d'une stabilité régionale : En 2008 l'UE a certes bridé l'intervention russe en Ossétie mais au final la Russie contrôle encore des territoires au détriment de la Géorgie.

- **La Position centrale de la Russie avec l'élargissement des structures euroatlantiques à l'Ouest (croissance horizontale) et le dynamisme chinois à l'Est (croissance verticale) sont à prendre en compte** Des axes émergents paraissent surévalués aujourd'hui : Washington, Arabie Saoudite, Israël, France UE paraît bancal. Insuffisance des alternatives. Toutes ces considérations pragmatiques rendent encore plus difficiles pour l'UE le rapport à la Russie. L'essoufflement politique des relations avec l'Europe que traduisent les blocages sur l'évolution des visas et le caractère inachevé du partenariat oriental dont la renégociation est périodiquement différée. Le « retour de la Russie » (prédiction de Zbigniew Brzezinski) dans le jeu mondial n'est pas une illusion d'optique face à une économie hors-jeu même si cela n'est pas une marche irrésistible.

- **L'Europe ne peut rester passive devant le réarmement russe** : relance du CMI seul secteur où la Russie a des niches d'excellence au niveau mondial, secteur clé de la modernisation de l'économie russe par diffusion de sa créativité. En

2013 avec 4,1 % du PIB les dépenses militaires en % du PIB ont dépassé pour la première fois les EU et la Russie accède au 3ème RM pour les dépenses militaires derrière les EU et la Chine et double la France et la GB. C'est pour les uns une remise à niveau pas plus, pour d'autres l'affirmation de nouvelles ambitions même si la Russie n'a plus de message universel à délivrer ne se soucie guère de rayonnement extérieur ni de promotion d'une organisation optimale de la société internationale... Ce n'est pas une raison suffisante pourtant pour l'ignorer !

Mais des réflexes plus que des réflexions peuvent conduire à des tensions lourdes

- **UE Russie : un couple désuni** : des divergences plus que convergences mais pas de divorce. L'UE est perçue comme riche, américanisée, comme puissance condescendante, droits de l'Homme expansionniste (élargissement intervention en Libye) et militariste (OTAN qui ne renonce pas à convaincre de nouveaux membres, Montenegro ressenti comme contraire aux engagements par Moscou). L'UE apparaît comme supplétive des EU dans les sanctions car elles l'impliquent plus qu'elles ne concernent les EU. L'UE ne s'intéresse pour Moscou qu'à ses fondamentaux de là des oppositions à Moscou en Syrie (droits de l'homme ? respect des engagements internationaux sur les armes chimiques ?). « *L'UE apparaît bien comme une séductrice dangereuse, car trop libérale, trop ouverte, bref, décadente* » P Moreau Defarges.

- Une atmosphère de guerre froide ? L'affaire d'espionnage Serguei Skripal, une nouvelle victime du « novitchok débouche sur des escalades bien connues il y a quelques décennies avec ses invectives, (russophobie provocations pour Poutine), ses expulsions en chaîne de diplomates (150 russes au total avec réciprocité) et ses boycotts potentiels (diplomatie britannique vis-à-vis de la coupe du monde de Juin 2018. **C'est la marque d'une Europe qui voit la Russie comme un pays dangereux où les droits individuels ne sont pas respectés**, ni la protection des minorités religieuses ethniques et sexuelles, ni la liberté d'information et d'expression...

- **Mais chaque puissance a ses priorités** : la Russie doit moderniser son économie, consolider son développement, et enfin faire les réformes qui depuis Gorbatchev ont été oubliées L'Europe a d'autres priorités institutionnelles, économiques, démographiques, migratoires. Pourtant les 2 puissances peuvent-elles se contenter d'une défiance réciproque ? L'UE est divisée : l'Allemagne partenaire de choix de la Russie connectée au gaz russe par une liaison directe par la Baltique, voire 2, n'a pas la même perception que la Grande-Bretagne plus atlantiste. L'UE peut-elle se contenter d'emboîter le pas de l'Alliance atlantique qui déploie 4 bataillons multinationaux en Pologne et dans les Etats Baltes, et met en place un bouclier antimissile. On est loin de la coopération et de la sécurité mutuelle initiale. Dos à dos les 2 puissances évitent le face-à-face jusqu'à quand ?

Conclusion

Certes les motifs vitaux de rapprochement existent (lutte contre l'extrémisme islamiste, contrepoids face aux Eu et aux pays du Sud) mais les rapports sont comme toujours difficiles. Entre confrontations et connivences il y a un chemin étroit pour l'UE et la Russie. Le pragmatisme et l'analyse des résultats permettent à l'heure actuelle de vivre

l'asiatisation de la Russie comme illusoire mais nul ne sait jusqu'à quand. « *L'obsession de la puissance c'est bien là la première cause du malheur russe* » F Thom et l'illusion de la puissance, c'est bien là le malheur européen. Deux raisons qui convergent pour expliquer l'impasse actuelle. Plus que jamais les mesures vexatoires et irréversibles doivent être oubliées « *la Russie ne doit pas se réduire à un géant mal dégrossi impossible à civiliser* » (P. Moreau Defarges).

On se rappellera les conseils prudents d'A. Leroy Beaulieu : « *Une des choses avec lesquelles il faut le plus souvent compter chez les nations comme chez les individus c'est l'amour-propre, un pays se résigne mal à se voir dans un état d'infériorité réelle ou apparente vis-à-vis de ses voisins et cela lui répugne d'autant plus qu'il se sent plus grand et plus fort d'ailleurs telle est aujourd'hui la situation des Russes* » écrivait **Anatole Leroy Beaulieu** en **1889** ancien directeur de Sciences Po, grand voyageur esprit éclairé et tolérant.



■ COMMENTAIRE DE CARTE : LE HARD POWER RUSSE EST-IL DE RETOUR ?

Introduction : Carte à l'échelle continentale européenne tirée du rapport annuel Ramsès publié par l'IFRI en 2018 qui a choisi notamment comme thématique le retour de la Russie et ce au travers de son hard power. Cette notion désormais systématisée, est à attribuer à Joseph Nye et désigne le pouvoir de coercition, la puissance brute dont l'armement utilisé pour bâtir hiérarchies et rapports de force internationaux. Cette carte est donc un baromètre de la puissance classique russe étalonnée depuis le stalinisme et la guerre froide en capacités militaires. Peut-on y lire le retour de la Russie sur la scène internationale et la Russie comme menace pour ses voisins ?

ANALYSE

1. La maîtrise des menaces justifie le hard power russe. Il s'agit de :

- **Juguler la pression des pays membres de l'alliance atlantique** de plus en plus nombreux aux frontières depuis 1991 ; l'ex Monténégro ancien membre recruté par l'OTAN est vécu par la Russie comme une provocation comme l'ont été l'Ukraine et la Géorgie recalées malgré leur demande. Les bases de S 400 à Kaliningrad sont une réponse au réseau Échelon théoriquement destiné à juguler l'Iran mais vécu par Moscou comme une menace.
- **Faire face aux pays ex-républiques socialistes devenus des ennemis potentiels** : plus encore que la Pologne, les pays Baltes qui n'hésitent pas se sentant menacés à recourir à un service militaire renforcé de 3 ans (Lettonie) appartiennent à une ligne de front.
- **Dépasser la plus « grande catastrophe du XXe siècle »** pour V. Poutine c'est-à-dire la fin de l'URSS a conduit les Russes à vouloir se réapproprier la Crimée après des intimidations militaires et un référendum dans l'urgence (effectifs déployés les plus importants).
- **Combattre les révolutions de couleur** « manipulées par l'Occident » et menacer indirectement l'UE en exigeant un nouveau fédéralisme ukrainien et en instrumentalisant la sécession du Donbass et y conduisant une guerre hybride. (Donbass étrangement absent de la carte) Idem en stationnant des troupes en Ossétie du sud après l'intervention de 2008.
- **De fait être présent dans des territoires de l'ex URSS qui tentent d'échapper à l'hégémonie russe** mais dont une portion de leur territoire est occupée : Transnistrie (Moldavie) Ossétie du Sud et Abkhazie (Géorgie) comme en Crimée (Ukraine).
- **S'assurer des gages de fidélité** : Syrie, Arménie, même après la révolution pacifique en cours, et républiques musulmanes d'Asie centrale (Tadjikistan et Kirghizistan).

- **Retrouver même une dynamique impériale en Asie centrale** comme dans l'étranger proche et plus généralement peser sur l'ordre international en conjuguant propagande, armements et pression juridique dans les instances de la communauté internationale.

2. La mise en œuvre d'un aggiornamento du complexe militaro industriel

- **Un budget redimensionné** avec des augmentations régulières depuis 2008 avec pour point de mire l'ambitieux programme d'armement horizon 2020 au service de la sécurité nationale (2015) mais revu à la baisse en 2017 pour la première fois depuis 20 ans)

- **Des matériels sophistiqués exposés** cf. la parade du 9 mai mais aussi des expérimentations d'avions furtifs nouvelle génération en Syrie

- **Des déploiements de force** comme à Lattaquié, base syrienne

- **Un traité consolidé** l'OTSC (organisation du traité de sécurité collective)

- **Des manœuvres en Baltique** ou des démonstrations aériennes pour tester les systèmes de défense adverses (rien sur avion abattu par les Turcs à la frontière turco syrienne en novembre 2015) et circonscrire des zones d'influence ou de perméabilité.

- **Recréer une dynamique d'exportations**, vers l'Inde qui par des importations massives tente d'asseoir son statut de grande puissance et plus généralement vers des pays qui ont été associés à la lutte contre l'impérialisme américain aux côtés de l'ex URSS,

Partie critique

3. Un hard power à relativiser :

- **Quantitativement le débat est entre des capacités ou une posture** ? Cette carte ne permet pas de mesurer le fossé qui sépare les dépenses américaines et russes (683mds de \$ EU et 242 autres (? coquille chiffre ?) pays de l'Otan mds de \$ et 66mds de \$ en Russie en 2017). Certains observateurs pensent même que la Russie prépare un retrait en bon ordre de la Syrie et une délégation des responsabilités militaires aux côtés de Bachar el Assad aux Iraniens et aux milices Hezbollah par manque de moyens.

- **L'état des lieux cartographique** fait apparaître l'armée russe comme une armée exhibée mais pas réellement limitée... Par absence de points de comparaison or elle n'est plus ce qu'elle était - **Un état des forces cartographié ne tient pas compte des défaillances de commandement** des blocages d'une bureaucratie militaire surdimensionnée, entraves lourdes et récurrentes en Russie. Une carte des alliés de la Russie aurait souligné un certain isolement au-delà d'Irak et Syrie.

– **Les données chiffrées se faisant de plus en plus rares de la part du ministère de la défense russe on se demande comment un tel bilan du CMI peut être fait** sources du Washington post et du classique Sifri. Pavel Baev (Ramsés 2018) évoque des « *chiffres peu utilisables aux fins de comparaison, de prévision outre leur manque basique de fiabilité* »

– **Il est difficile de se faire une idée des moyens au sol, sur mer et dans les airs** mais surtout on ne peut évaluer les ambitions russes qui s'affirment de plus en plus au travers de la création de bases arctiques de fortification des îles Kouriles de renforcement des positions sur la Baltique pour faire face à l'OTAN. Enfin la compatibilité avec le développement économique est occultée : le hard power est plus à ajuster qu'à déployer au regard du déclin de l'économie.

– **La modernisation de l'arme nucléaire est la priorité de la Russie. Elle ne figure pas sur le document** or même après la guerre froide les rapports de force s'établissent sur des systèmes d'alerte de défense, d'armes anti satellitaires de missiles stratégiques de bombardiers. Les 1756 têtes nucléaires équipant 523 lanceurs déployés jouent encore un rôle décisif dans le hard power surtout lorsqu'on sait quel excédent le plafond de 1550 têtes, établi par le traité New start de 2011.

- **Le hard power ne peut-il intégrer Gazprom et la stratégie gazière ?**

Portée Ainsi les possibilités de V. Poutine d'utiliser les faits d'armes, une nouvelle « mobilisation patriotique » pour consolider son pouvoir politique sont-elles limitées d'autant plus que la situation économique est de plus en plus dénoncée par les Russes comme étant un des revers de ses mandats successifs. Le hard power russe appartiendrait-il au passé après ses échecs en Afghanistan ?